

CORPORATION CAMECO

MÉMOIRE PRÉBUDGÉTAIRE SUR LE BUDGET FÉDÉRAL DE 2017-2018



SOMMAIRE

Cameco, principal exploitant de ressources durables du pays, premier employeur industriel d'Autochtones au Canada et important utilisateur de technologies à faibles émissions de carbone pour combattre les changements climatiques, est heureuse de faire part de ses observations dans le cadre du processus de consultation prébudgétaire du gouvernement fédéral.

Cameco est l'un des plus grands producteurs mondiaux d'uranium destiné à l'énergie nucléaire, représentant 18 % de la production mondiale. Nous traitons aussi l'uranium et fabriquons d'autres produits de la chaîne de valeur nucléaire. Ces produits, qui sont utilisés au Canada et exportés ailleurs dans le monde, rapportent des rendements intéressants à l'économie canadienne et fournissent des emplois de qualité, particulièrement aux résidents autochtones du Nord de la Saskatchewan.

Cameco encourage le gouvernement à profiter du budget fédéral de 2017-2018 pour mettre l'accent sur les priorités suivantes qui permettraient de mettre en place les conditions nécessaires à une croissance et à une prospérité continues pour tous les Canadiens :

- Développement socioéconomique des collectivités autochtones
- Investissements dans les infrastructures des régions éloignées du Nord
- Processus rationnels d'approbation réglementaire pour faciliter le développement durable des ressources
- Promotion du commerce sur les marchés émergents
- Rôle de l'énergie nucléaire dans une économie à faibles émissions de carbone

DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE DES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES

La mobilisation et l'emploi autochtones sont une priorité pour Cameco depuis sa création en 1988. Le succès de Cameco comme entreprise d'exploitation de ressources est directement attribuable aux partenariats positifs à long terme que nous avons créés avec les collectivités des Premières Nations et métisses où nous œuvrons, particulièrement dans le Nord de la Saskatchewan.

Aujourd'hui, nous sommes fiers d'être le premier employeur industriel d'Autochtones au Canada : près d'un tiers de l'ensemble de notre effectif canadien est formé de personnes de descendance des Premières Nations ou métisse.

Les partenariats autochtones de Cameco sont un excellent exemple de la façon dont le secteur privé peut traiter directement avec les intervenants locaux pour lier intimement le succès d'une entreprise au succès d'une collectivité. Nous croyons que la voie que nous avons suivie pour construire notre relation avec nos partenaires des Premières Nations et métis établit une norme formidable que les autres entreprises et secteurs de ressources pourraient appliquer en vue d'améliorer leurs interactions avec leurs alliés autochtones.

Grâce à ces partenariats, plus de 70 % des biens et services que nous utilisons dans le cadre de nos activités dans le Nord de la Saskatchewan sont achetés auprès d'entreprises nordiques/autochtones; ils ont représenté plus de 3 milliards \$ au cours de la dernière décennie.

Malgré ces succès, nous savons qu'il faut en faire plus pour donner aux Autochtones des occasions près de chez eux qui ouvriront la porte à un développement socioéconomique accru, y compris des possibilités d'éducation. Comme entreprise, Cameco a effectué des investissements pour améliorer les perspectives des élèves de la maternelle à la 12^e année et des étudiants de niveau postsecondaire résidant dans le Nord de la Saskatchewan. Cela comprend du financement pour appuyer l'initiative Credenda d'apprentissage par satellite dans le Nord, à Prince Albert, le programme des compétences professionnelles de Northern Career Quest, le Centre international pour la gouvernance et le développement dans le Nord de l'Université de la Saskatchewan, et le Collège Northlands à La Ronge.

Cependant, l'ampleur des défis qui existent dans l'enseignement dans le Nord et chez les Autochtones dépasse de loin la capacité – et la responsabilité – de notre entreprise. Les gouvernements ont un grand rôle à jouer pour refermer l'écart. Cameco encourage donc fortement le maintien et l'accroissement du financement et des politiques du gouvernement fédéral dans ce domaine prioritaire.

On dit souvent que le développement des ressources est la meilleure façon d'améliorer la situation socioéconomique des Canadiens autochtones. Pourtant, le processus d'examen de la réglementation pour les projets de ressources naturelles au Canada semble devenir plus complexe et moins susceptible de déboucher sur une approbation claire. La tendance est

inquiétante. Pour le bien-être financier du pays et l'avenir socioéconomique des Canadiens autochtones, les organismes de réglementation et les gouvernements doivent promouvoir un système qui finira par permettre le développement durable au Canada.

Une des façons les plus directes de promouvoir les objectifs stratégiques du gouvernement consiste à faciliter les projets de ressources naturelles dans le Nord canadien, là où ces projets reçoivent l'appui des collectivités locales. Tout changement à l'approche de réglementation du Canada doit refléter cette réalité.

Cameco est favorable à de nouveaux investissements dans le Nord qui amélioreront les possibilités offertes aux Autochtones de vivre chez eux et d'avoir accès à l'éducation et à des perspectives économiques, ainsi qu'à un cadre stratégique qui facilitera l'investissement du secteur privé dans de nouveaux projets de ressources pouvant faire appel à l'expertise des Canadiens autochtones.

INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES DES RÉGIONS ÉLOIGNÉES DU NORD

La majorité des activités d'extraction et de concentration de Cameco sont situées dans le Nord de la Saskatchewan. Vu l'isolement de ces installations et l'absence générale d'infrastructures de soutien (transports, aviation, électricité, téléphonie, etc.), nos coûts d'exploitation sont considérablement élevés, ce qui désavantage Cameco face à ses concurrents ailleurs dans le monde.

Aujourd'hui, toutes les activités d'extraction et de concentration d'uranium du Canada sont desservies par trois routes de gravier nord-sud qui relient le Nord de la Saskatchewan au reste de la province. Certaines des collectivités avec lesquelles Cameco a conclu des partenariats ne sont accessibles que par chaland ou par avion en été et par route de glace en hiver. Les changements aux conditions climatiques réduisent la fiabilité des chemins l'hiver, qui sont essentiels à l'acheminement des fournitures nécessaires à la survie de ces collectivités.

L'amélioration des infrastructures découlant d'un investissement fédéral accru dans les chemins, les pistes d'atterrissage, l'infrastructure d'électricité et la téléphonie (y compris l'accès à large bande) dans le Nord augmenterait les perspectives de développement dans le Nord et entraînerait d'importantes retombées économiques et sociales pour tous les Canadiens.

PROCESSUS RÉGLEMENTAIRES RATIONNELS POUR FACILITER LE DÉVELOPPEMENT

Cameco a été classée « société la plus viable du Canada » dans une récente analyse internationale de l'organisation Corporate Knights. Pour qu'une entreprise comme la nôtre conserve sa position de champion canadien dans une industrie mondialement compétitive, nous savons qu'il est indispensable que le Canada soit doté de processus et de systèmes qui facilitent le développement durable de nos abondantes ressources naturelles.

La richesse en ressources du Canada est depuis toujours un grand moteur de la santé financière, du bien-être socioéconomique et des efforts de création d'emplois au Canada. Nos défis budgétaires actuels nous rappellent l'impact qu'encaissent les Canadiens lorsque cet important secteur ne tourne pas à plein régime.

Le marasme actuel du marché de l'uranium reflète la situation de la plupart des autres produits de base. Le prix au comptant de l'uranium n'est plus que d'environ 26 \$/lb, soit à peu près deux fois moins qu'il y a cinq ans. L'industrie de l'uranium ne retient pas autant d'attention que le secteur du pétrole et du gaz, mais l'incidence de la baisse des prix pendant une période prolongée entraîne de la même façon une baisse de l'emploi, de l'investissement et de l'exploration. La récente décision de Cameco de mettre ses installations de Rabbit Lake en mode « entretien et maintenance » reflète les réalités du marché. Avec l'incertitude croissante en matière de réglementation, il est difficile de voir ce que réserve l'avenir à l'accroissement du développement de l'uranium au Canada.

Mais les Canadiens doivent être persuadés que les facteurs économiques ne l'emportent pas sur les considérations environnementales et sociales en matière de développement. Forte de sa présence à la fois dans le secteur des ressources et dans le secteur de l'énergie nucléaire, Cameco opère dans un régime de réglementation extrêmement robuste et rigoureux. Nous accueillons ce degré élevé de surveillance environnementale, puisqu'il contribue à donner aux collectivités où nous sommes présents l'assurance que nos activités sont sécuritaires et responsables.

Le gouvernement fédéral a récemment lancé un processus de révision de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE). Le processus comportera aussi un examen des changements apportés par le précédent gouvernement à la *Loi sur les pêches* et à la *Loi sur la protection de la navigation*. Dans un avenir rapproché, il y aura aussi un examen statutaire de la *Loi sur les espèces en péril*.

Cameco appuie l'engagement du gouvernement fédéral de veiller à la mise en place au Canada d'un cadre de réglementation équitable et équilibré qui met l'accent sur des données scientifiques et l'efficacité du processus. Notre expérience récente de la réglementation concernant la Stratégie de rétablissement du caribou des bois en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* indique qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.

L'exemple en question a amené Cameco à suspendre un grand projet de développement minier – malgré l'appui solide des collectivités autochtones locales – et nous a plongés dans l'incertitude au sujet des exigences réglementaires relatives au développement futur du Nord de la Saskatchewan. Cela pose un grave problème pour une région qui compte déjà parmi les plus désavantagées, sur le plan socioéconomique, au Canada.

La prospérité économique du Canada est dans une large mesure liée à notre capacité de développer et d'exporter de façon responsable et viable nos abondantes ressources naturelles et nos produits à valeur ajoutée. Le budget fédéral de 2017-2018 devrait comprendre des mesures pour faciliter les contributions économiques des projets de ressources.

PROMOTION DU COMMERCE SUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS

Le Canada est un fournisseur établi et fiable de ressources, d'énergie et de produits énergétiques utilisés au pays même et à l'étranger. L'industrie nucléaire du Canada est bien placée pour être un chef de file mondial dans ce secteur au cours des prochaines décennies.

Ces dernières années, Cameco a conclu d'importants accords d'approvisionnement en uranium avec deux services publics chinois et son tout premier contrat de vente avec l'Inde. Ces accords pluriannuels sont une grande réalisation pour notre société, et pour le Canada.

Le commerce avec la Chine et l'Inde, comme avec de nombreuses économies en développement, n'est pas du tout le même que le commerce avec les marchés d'exportation traditionnels du Canada, comme les États-Unis et l'Europe de l'Ouest. Les relations de gouvernement à gouvernement revêtent une importance incroyable pour les affaires dans ces pays. Le degré d'intervention de l'État dans de nombreux secteurs de leurs économies renforce bien cette réalité.

Cameco appuie la démarche du gouvernement consistant à améliorer les perspectives commerciales des entreprises canadiennes sur les marchés émergents. Nous encourageons le gouvernement fédéral à continuer de construire les relations bilatérales et multilatérales du Canada avec d'importants marchés, notamment en effectuant des missions commerciales de haut niveau.

Cependant, une stratégie ciblée qui permettrait à l'industrie nucléaire du Canada de promouvoir le commerce et l'investissement dans le nucléaire auprès de pays en développement – en particulier la Chine et l'Inde, compte tenu de leurs projets ambitieux de construire de nouveaux réacteurs pour répondre à leur demande grandissante d'électricité – serait extrêmement avantageuse.

RÔLE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE DANS UNE ÉCONOMIE À FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE

Le secteur nucléaire du Canada demeure un chef de file mondial de la production d'uranium, de l'innovation technologique et de la production d'électricité. Cameco a été très heureuse de voir que l'énergie nucléaire a été reconnue dans le cadre de la série canadienne de technologies d'énergie propre qui sont admissibles au financement de Mission Innovation. L'énergie et l'innovation nucléaires jouent un grand rôle dans la gestion des changements climatiques planétaires.

L'énergie nucléaire actuellement utilisée dans le monde permet d'éviter l'émission quelque 2,5 milliards de tonnes de dioxyde de carbone qui seraient produites chaque année si nous produisions la même quantité d'électricité à l'aide de combustibles fossiles. Au Canada, environ 60 % de l'électricité de l'Ontario vient de l'énergie nucléaire, ce qui fait de la province la première administration en Amérique du Nord à avoir éliminé la production d'électricité au charbon à l'aide d'une technologie de réacteur strictement canadienne.

Parallèlement, le Canada est la deuxième source mondiale d'uranium destiné à l'énergie nucléaire. Comme principal producteur canadien, Cameco joue un rôle important et positif dans l'équation nucléaire de nombreux pays. En Amérique du Nord seulement, l'uranium de Cameco est la source d'énergie de 1 ménage sur 19 aux États-Unis et 1 sur 10 au Canada.

C'est là une grande contribution aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, une contribution dont notre société est très fière et qui facilite la production d'électricité de base propre et sans carbone pour, dans la plupart des cas, remplacer la production par des sources émettant des gaz à effet de serre.

La position de chef de file de Cameco dans cette industrie est encore plus digne de mention étant donné que la plupart de nos concurrents sont soit des entreprises d'État protégées par le Trésor public, soit des conglomérats miniers multinationaux dont l'uranium ne représente qu'une faible partie du bilan.

Le budget fédéral de 2017-2018 donnera des détails sur les mesures fiscales, le financement de l'innovation et les programmes d'aide pour le développement de technologies propres et durables pouvant être exportées dans le monde. Cameco demande au gouvernement fédéral de continuer de reconnaître la contribution que font l'énergie nucléaire et tous les produits de la chaîne de valeur nucléaire à l'atteinte de notre objectif consistant à améliorer la qualité de l'air et à bâtir une économie à faibles émissions de carbone.

Nous sommes également favorables aux travaux visant à assurer l'efficacité des mesures fiscales et à encourager l'innovation, le commerce et la croissance des entreprises canadiennes. Le Canada devrait avoir la fiscalité la plus concurrentielle du monde pour les investissements dans la recherche, le développement et la fabrication de technologies propres, y compris l'énergie nucléaire.

CONCLUSION

Le budget fédéral de 2017-2018 donne au gouvernement une occasion formidable de consolider ses interventions à l'égard de ses priorités stratégiques. Cameco croit que ces interventions devraient comprendre : des investissements dans l'éducation et l'emploi des Autochtones; l'infrastructure du Nord; la création de conditions propices au développement durable des ressources; la promotion du commerce sur les marchés émergents; des mesures de lutte contre les changements climatiques, comme des technologies nucléaires.

Nous espérons que les décideurs fédéraux trouveront notre mémoire utile dans leur tâche d'élaboration du plan budgétaire du Canada.